SYNTHÈSE

LA CHINE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : UNE QUÊTE D'INFLUENCE ET DE PUISSANCE ÉCOLOGIQUES

Septembre 2023

L'Observatoire Défense et Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par deux coordinateurs scientifiques : Julia Tasse et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONGs internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense et Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise externe. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés »*.

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

©Observatoire Défense et Climat - Tous droits réservés

À PROPOS DES AUTEURS DE LA NOTE

Autrice principale

Marine de Guglielmo Weber / IRIS

Chercheuse au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS. Elle travaille sur les enjeux stratégiques et sécuritaires transverses liés au dérèglement climatique, et s'est spécialisée dans l'étude des pratiques de modification de la météo et du climat.

Autrice secondaire

Yente Thienpont/ IRIS

Étudiante en master de Relations internationales à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Elle a occupé le poste d'assistante de recherche au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS dans le cadre d'un stage au printemps 2023.

Gabriel Bonnamy / IRIS

Étudiant en Master of Arts en Économie et Géographie à l'Université de St Andrews. Il a occupé le poste d'assistant de recherche au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS dans le cadre d'un stage à l'été 2023.

©Observatoire Défense et Climat - Tous droits réservés

Cette note sur la **quête d'influence et de puissance écologiques de la Chine face aux changements climatiques** se divise en trois parties : une première partie consacrée à **l'instrumentalisation de l'information climatique à des fins politiques et diplomatiques** ; une deuxième partie consacrée au **leadership économique que la Chine cherche à développer dans le cadre de l'atténuation et de l'adaptation** face aux changements climatiques ; et enfin, une troisième partie consacrée à **l'utilisation par la Chine des opérations HADR (Humanitarian Assistance and Disaster Response) en tant qu'outil d'influence et de puissance militaire.**

Une quête d'influence diplomatique

Les deux dernières décennies sont marquées **par l'essor de la Chine parmi les grandes puissances économiques mondiales**. Cet essor s'est traduit par une forte hausse de ses émissions de gaz à effet de serre (GES), qui l'ont conduit à devenir le premier émetteur mondial, émettant 30 % de la totalité des GES de la planète. Paradoxalement, ces deux décennies sont également marquées par une prise en compte croissante des enjeux environnementaux par la Chine – on verra notamment apparaître, dans la Constitution de 2012 du Parti communiste chinois, **le concept de « civilisation écologique »** - et par une **montée en puissance de la Chine dans les discussions internationales sur le climat** : celle qui était encore perçue, à la COP15 de Copenhague, comme une puissance bloquante des accords devient, à la COP21, **puissance facilitatrice et indispensable de l'Accord de Paris**.

Le renforcement de l'influence discursive de la Chine au sein de la gouvernance mondiale du climat est en effet devenu l'une des principales priorités diplomatiques du Parti communiste chinois (PCC). Cette influence se fonde très largement sur **le principe de responsabilité commune, mais différenciée (PRCD)** qui va imprégner les prises de parole des autorités chinoises comme les productions médiatiques, et être repris dans le livre blanc de 2021. **Le PRCD est au cœur de la stratégie chinoise de leadership des pays en développement,** stratégie fondée sur deux piliers **: mettre en évidence les failles de la prise en charge occidentale du problème climatique, et faire de la Chine une « grande puissance responsable » parmi les États en développement. Cette stratégie s'appuie par ailleurs sur une promotion de l'adaptation des États les plus vulnérables, axe très largement négligé par l'Occident, qui tend à privilégier l'atténuation.**

Une quête de leadership économique

Les changements climatiques constituent pour la Chine une opportunité **de développer sa puissance économique en investissant les différentes étapes des chaînes de valeur des technologies liées aux énergies renouvelables**. Pour soutenir cette ambition, Pékin cherche à promouvoir ces politiques de transition à l'international et à s'ériger en exemple, notamment à travers des projets d'envergure internationale qui lui donnent des plateformes pour exercer son influence. Dans ce cadre, **l'adaptation, pilier central de la lutte informationnelle chinoise contre l'Occident, est également au centre d'un certain nombre d'initiatives**. La Chine propose ainsi son aide dans la construction d'infrastructures adaptées et résilientes aux changements climatiques.

Dans sa quête de puissance, la Chine développe par ailleurs des ressources bas-carbone, dont dépendent, de manière croissante, les autres puissances. Elle s'est ainsi placée en **leader sur les marchés des métaux critiques, terres rares et des énergies vertes, indispensables à la transition énergétique**. En 2022, le pays était le premier raffineur de métaux et en 2023, il représentait la plus grande réserve de terres rares. Puissance incontournable sur le marché des énergies dites « vertes », la Chine domine par ailleurs l'exportation de panneaux solaires, d'éoliennes, mais aussi des composants des batteries lithium. **Cette dépendance à la Chine est d'autant plus forte qu'elle a le contrôle d'infrastructures critiques à travers le monde, potentiellement utilisables pour favoriser sa propre économie ou mettre sous pression des États.**

Une quête de puissance militaire

Depuis 2000, la Chine est **l'un des cinq premiers fournisseurs d'aide humanitaire étrangère parmi les États non-membres de l'OCDE**. Dans cette perspective, **la vulnérabilité climatique croissante d'un certain nombre d'États, au premier chef desquels les pays insulaires en développement, apparaît comme une opportunité de taille pour l'expansion du *soft power* chinois par l'aide humanitaire**. Sa proactivité dans l'aide humanitaire est particulièrement bien reçue dans l'Indopacifique et les pays en développement. La Chine capitalise sur le ressentiment qu'ont certains de ces pays à l'encontre des États-Unis et l'Europe, jugés comme consacrant trop de ressources à la guerre en Ukraine au détriment de leurs besoins en développement.

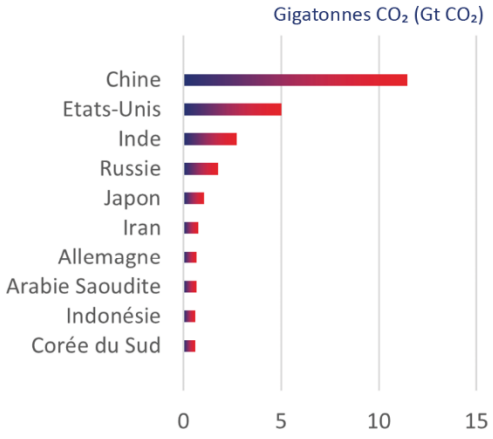
Si les missions HADR sont le vecteur d'un élargissement et d'un renforcement des relations diplomatiques de la Chine, elles sont également **le vecteur d'une extension de sa puissance militaire**. **Aussi les catastrophes climatiques peuvent-elles constituer, pour la Chine, une opportunité pour le déploiement de ses forces armées en territoire étranger, la mise à l'épreuve de ses compétences opérationnelles, le développement de nouvelles capacités en coopération avec d'autres armées, la conduite d'opérations de renseignement ou bien encore, l'implantation de sa présence physique sur des territoires étrangers**. **La montée en puissance de la Chine en tant que puissance HADR constitue également une opportunité pour l'occupation de territoires revendiqués, à l'instar de Taïwan.** L'intensification des aléas météo-climatiques sur le territoire pourrait à terme justifier une intervention de la Chine, et lui permettre d'y réaffirmer sa revendication de souveraineté.

L'implication de la Chine dans des missions HADR est plus généralement conditionnée par ses intérêts politiques et géostratégiques, celle-ci peinant à dissocier la problématique humanitaire de dynamiques géostratégiques d'influence et de puissance**. La priorisation de ces intérêts dans le cadre du secours à des populations frappées par des catastrophes peut affecter l'efficacité des opérations HADR, la qualité du secours apporté, voire entraver l'aide aux populations au profit d'intérêts d'influence et/ou de puissance.** Dans ce contexte, les changements climatiques pourraient bénéficier à une instrumentalisation croissante, par la Chine, du contexte de plus en plus récurrent d'urgence environnementale.

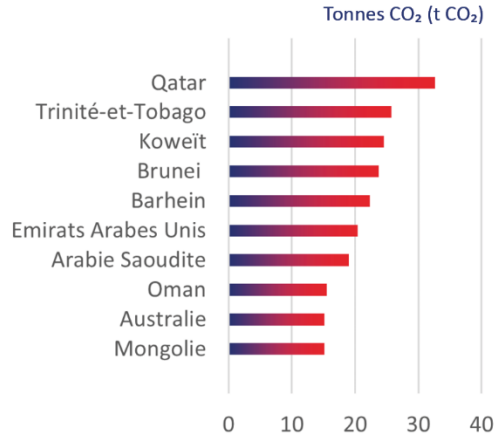
Infographies : les chiffres de la responsabilité climatique à l'échelle internationale

La question de la responsabilité des États vis-à-vis des changements climatiques est un pilier important des discours d'influence sur la scène internationale. Cette responsabilité est principalement mesurée par les émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) : le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH4), le protoxyde d'azote (N_2O) et l'ozone troposphérique (O_3). Pour des questions de disponibilité et d'actualité des données, seules les émissions de CO_2 sont prises en compte dans les infographies suivantes. Bien que celui-ci soit le principal gaz à effet de serre, la prise en compte d'autres GES, notamment du méthane, peut significativement changer l'appréhension chiffrée de la responsabilité climatique des États, par exemple en majorant la responsabilité d'États tels que l'Inde ou le Brésil.

a) Les 10 plus gros émetteurs de dioxyde de carbone en 2021

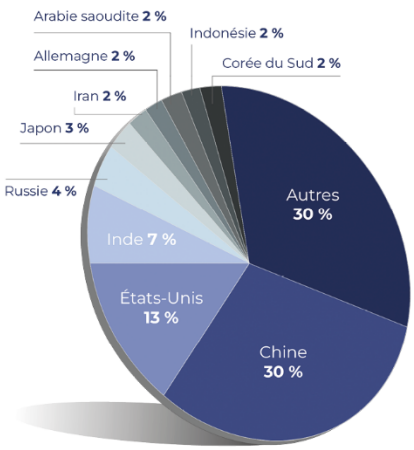


b) Les 10 plus gros émetteurs de dioxyde de carbone par habitant en 2021

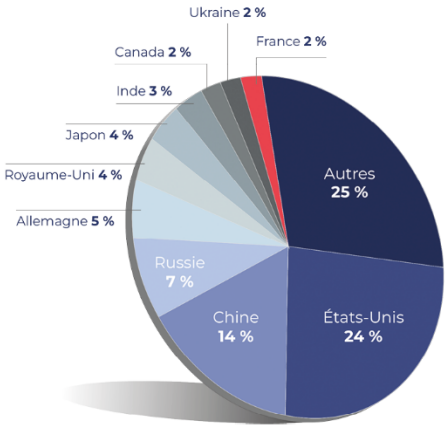


Ces chiffres prennent en compte les émissions de dioxyde de carbone provenant de l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz (combustion et processus industriels), du torchage du gaz et de la fabrication du ciment. Les émissions liées à l'usage des sols et la gestion des forêts ne sont pas prises en comptes. Il s'agit par ailleurs d'émissions territoriales et non associées aux importations. Sur la base des émissions de dioxyde de carbone totales en 2021 (a), la Chine apparaît comme le premier émetteur mondial, loin devant les États-Unis, l'Inde, la Russie et le Japon. Sur la base des émissions de dioxyde de carbone par habitant, ni les États-Unis (15,09 t CO_2) ni la Chine (8,12 t CO_2) ne font partie des dix plus gros émetteurs en 2021. Les États-Unis sont en onzième position, et la Chine à la 27e position, après le Canada (13e), la Russie (17e), le Japon (24e), la Belgique (25e) ou encore l'Allemagne (26e). La France est 60e avec 4,53 t CO_2). La répartition des émissions de dioxyde de carbone, autrement dit de la responsabilité climatique des États, peut encore ouvrir la voie à des interprétations différentes selon que l'on se penche sur les émissions de l'année 2021, ou que l'on se penche sur les émissions cumulées, ou historiques. Celles-ci font apparaître les États-Unis comme le premier émetteur historique, juste avant la Chine et la Russie. Par ailleurs, plusieurs pays d'Europe apparaissent en tête de classement : l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Ukraine.

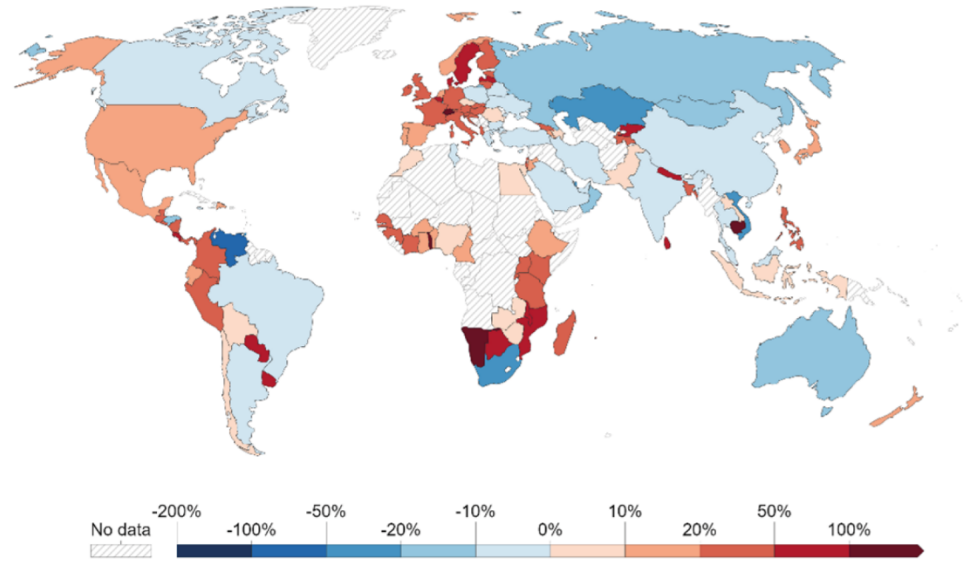
c) Répartition mondiale des émissions de dioxyde de carbone en 2021



d) Répartition des émissions de dioxyde de carbone cumulées historiquement



e) Carte des émissions de dioxyde de carbone liées aux échanges commerciaux

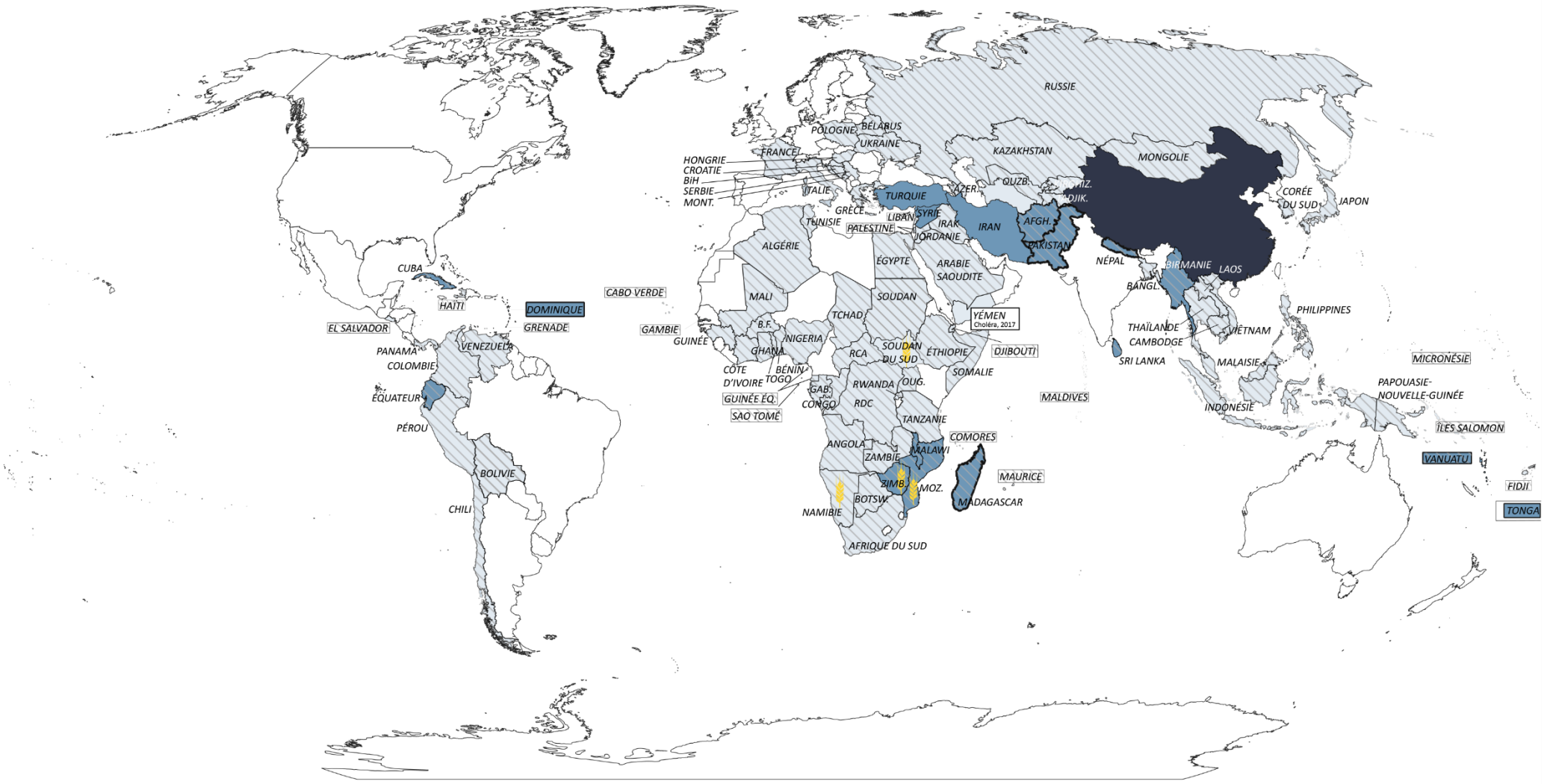


Source: Our World in Data based on the Global Carbon Project (2023)
OurWorldInData.org/co2-and-greenhouse-gas-emissions • CC BY

Les pays indiqués en rouge sur cette carte (e) sont des importateurs nets d'émissions : ils importent plus de CO_2 par le biais des échanges de biens commerciaux qu'ils n'en exportent. Les pays indiqués en bleu sont quant à eux des exportateurs nets d'émissions, c'est-à-dire qu'ils exportent plus de CO_2 par le biais des échanges de biens commerciaux qu'ils n'en importent. Sur cette carte, les États-Unis ont une valeur de 10,21 %, ce qui signifie que leur importation nette de CO_2 équivaut à 10,21 % de leurs émissions nationales. Ainsi, les émissions liées à la consommation des États-Unis sont 10,21 % plus élevées que les émissions basées sur leur production. Au contraire, la Chine se voit attribuer une valeur de -8,42 %, ce qui signifie que les émissions liées à sa consommation sont 8,42 % moins élevées que les émissions basées sur sa production. Cette carte met en évidence un contraste est-ouest : la plupart des pays d'Europe occidentale, des Amériques et de nombreux pays africains sont des importateurs nets d'émissions, tandis que la plupart des pays d'Europe de l'Est et d'Asie sont des exportateurs nets.

Source : Global Carbon Project (2023)

Carte : la puissance HADR chinoise



Principales interventions chinoises à l'étranger à la suite de catastrophes humanitaires d'orgines naturelles

- Pays concernés
- Secours d'urgence à la suite de catastrophes naturelles (2015-2023)
- Reconstruction à la suite de catastrophes naturelles (2015-2023)
- Aide à la suite de la pandémie de Covid-19 (2019-2020)
- YÉMEN — Autre aide à la suite d'une épidémie (2017-2023)
- Aide alimentaire et secours en cas de famine (2019-2023)

Sources : China International Development and Cooperation Agency (CIDCA), *China Daily*, *China.org*, *Global Times*, *ReliefWeb.int*, *La Croix*, *Le Quotidien du Peuple*, Reuters, *Mantagitonga.to*, *Pakistan Today*

Cartographie : IRIS - A. Diacre, V. Pelpel, M. Verzeroli

IRIS INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS

OBSERVATOIRE Défense & Climat

www.defenseclimat.fr

OBSERVATOIRE Défense & Climat

Note

LA CHINE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : UNE QUÊTE D'INFLUENCE ET DE PUISSANCE ÉCOLOGIQUES

Septembre 2023

DGRIS

IRIS INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

L'Observatoire Défense et Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par deux coordinateurs scientifiques : Julia Tasse et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONG internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense et Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise externe. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés »*.

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

© IRIS - Tous droits réservés

À PROPOS DES AUTRICES ET AUTEURS DE LA NOTE

Autrice principale

Marine de Guglielmo Weber / IRIS

Chercheuse au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS. Elle travaille sur les enjeux stratégiques et sécuritaires transverses liés au dérèglement climatique, et s'est spécialisée dans l'étude des pratiques de modification de la météo et du climat.

Autrice et auteur secondaires

Yente Thienpont / IRIS

Étudiante en master de Relations internationales à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Elle a occupé le poste d'assistante de recherche au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS dans le cadre d'un stage au printemps 2023.

Gabriel Bonnamy / IRIS

Étudiant en Master of Arts en Économie et Géographie à l'Université de St Andrews. Il a occupé le poste d'assistant de recherche au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS dans le cadre d'un stage à l'été 2023.

© IRIS - Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES

UNE QUÊTE D'INFLUENCE DIPLOMATIQUE 7
1. La Chine : leader respectable des pays du Sud face au « protectionnisme vert » occidental . 8
2. Contrôle, instrumentalisation de l'information climatique et nationalisme chinois 10
UNE QUÊTE DE LEADERSHIP ÉCONOMIQUE 13
1. Développer ses capacités pour légitimer sa position à l'international.....14
2. L'installation d'une dépendance à la Chine.....15
UNE QUÊTE DE PUISSANCE MILITAIRE.....17
1. Catastrophes naturelles et opérations HADR : un outil d'influence 18
2. Catastrophes naturelles et opérations HADR : un outil de puissance militaire 19
ANNEXES 22
1. Infographies : les chiffres de la responsabilité climatique à l'échelle internationale.....23
2. Carte : la puissance HADR chinoise 24
BIBLIOGRAPHIE 25

Au cours des deux dernières décennies, un certain nombre d'analystes ont pointé un processus de « climatisation » des relations internationales (Dahan, 2018), consistant en l'émergence d'une conscience globale des changements climatiques, ainsi qu'en une restructuration des discussions internationales autour de la question climatique. Les États ne peuvent plus faire abstraction de celle-ci dans le cadre de leurs stratégies d'influence[1] et de puissance[2], qui doivent nécessairement concilier responsabilité climatique et intérêt national.

Les deux dernières décennies sont également marquées par l'essor de la Chine parmi les grandes puissances économiques mondiales. Cet essor s'est traduit par une forte hausse de ses émissions de gaz à effet de serre (GES), qui l'ont conduite à devenir le premier émetteur mondial, émettant 30 % de la totalité des GES de la planète[3]. Paradoxalement, ces deux décennies sont également marquées par une prise en compte croissante des enjeux environnementaux par la Chine – on verra notamment apparaître, dans la Constitution de 2012 du Parti communiste chinois, le concept de « civilisation écologique[4] » - et par une montée en puissance de la Chine dans les discussions internationales sur le climat : celle qui était encore perçue, à la COP15 de Copenhague, comme une mauvaise élève et puissance bloquante des accords[5] devient, à la COP21, puissance facilitatrice et indispensable de l'Accord de Paris (Gemenne, 2018).

Ce tournant dans les politiques chinoises peut s'expliquer, de prime abord, par un certain nombre de préoccupations socio-environnementales. L'explosion des émissions de GES de la Chine a en effet entraîné une détérioration critique de la qualité de l'air sur son territoire, causant plus d'un million de morts par an, fragilisant la légitimité du Parti en tant que pourvoyeur de santé publique, et entraînant une prise de conscience par les autorités de la dangerosité des changements climatiques (Maréchal, 2021). Mais ce tournant est également motivé par des raisons stratégiques, pouvant être ramenées à trois impératifs : un impératif diplomatique, consistant à se positionner en tant que leader mondial et responsable sur la scène internationale (I) ; un impératif de puissance économique, consistant à se positionner en tant que puissance économique incontournable, pourvoyeuse de fonds climatiques à l'égard des pays les plus vulnérables, mais aussi pourvoyeuse d'énergie verte (II) ; et enfin, un

[1] Capacité d'un État à faire valoir ses intérêts de manière non coercitive, notamment par des mécanismes culturels de rayonnement.
[2] Capacité d'un État à faire valoir ses intérêts de manière coercitive, notamment par des mécanismes économiques et militaires.
[3] Cf. « Les chiffres de la responsabilité climatique à l'échelle internationale », Annexe 1.
[4] Inscrite dans la constitution chinoise depuis les années 2000, la « civilisation écologique » serait une civilisation fondée sur le respect de l'environnement et des limites planétaires (Monjon et al., 2021). Par ce concept, la Chine entend se placer comme leader et modèle d'une transition écologique mondiale (Goron. C., 2018).
[5] Jusqu'en 2005, la Chine refusait toute forme d'engagement de réduction en raison d'arguments comme la faiblesse des émissions par habitant chinois, l'absence de responsabilité historique chinoise dans les changements climatiques observés et le manque de ressources technologiques et financières nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (Bjørkum, 2005).

impératif de puissance territoriale et militaire consistant à tirer parti de la vulnérabilité climatique de certaines régions pour y implanter et faire monter en compétences ses forces armées dans le cadre d'opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe (III).

UNE QUÊTE D'INFLUENCE DIPLOMATIQUE

1. La Chine : leader respectable des pays du Sud face au « protectionnisme vert » occidental

Le renforcement de l'influence discursive de la Chine au sein de la gouvernance mondiale du climat est devenu l'une des principales priorités diplomatiques du Parti communiste chinois (PCC) (Qi & Dauvergne, 2022). Cette influence se fonde très largement sur **le principe de responsabilité commune, mais différenciée (PRCD)**[6] (Wu, 2013 ; Le Monde, 2021), qui va imprégner les prises de parole des autorités chinoises[7] comme les productions médiatiques[8], et être repris dans le livre blanc de 2021 (The State Council Information Office of the People's Republic of China, 2021). **Le PRCD est au cœur de la stratégie chinoise de leadership des pays en développement,** stratégie fondée sur deux piliers : mettre en évidence les failles de la prise en charge occidentale du problème climatique, et faire de la Chine une « grande puissance responsable » (Ibid.) parmi les États en développement[9].

Dans le cadre d'une lutte informationnelle à l'encontre d'un ordre mondial dominé par l'Occident, la Chine relaie **une critique du « protectionnisme vert[10] » des pays développés à l'égard du Sud global en développement** (Sikorsky, 2023, 20 juin). Elle souligne notamment le non-respect des promesses formulées par les pays développés lors de la COP15 de Copenhague, par exemple la promesse du transfert de 100 milliards de dollars par an vers les pays en développement à partir de 2020[11]. Il s'agit non seulement, pour la Chine de critiquer

[6] Principe selon lequel la réduction des émissions de GES incombe davantage aux grands émetteurs historiques qu'aux États en développement. Ainsi, si la Chine domine les émissions annuelles en 2021, les États-Unis et l'Europe sont respectivement responsables de 24 % et de 17 % des émissions cumulées sur la période 1750-2021, contre 14 % pour la Chine (Cf. « Les chiffres de la responsabilité climatique à l'échelle internationale », Annexe 1). Cette conception d'une responsabilité climatique historique devant être mesurée sur le temps long est conforté par la durée de vie du CO_2 (plusieurs milliers d'années).

[7] Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a affirmé lors du sommet sur l'action climatique de 2019 que la Chine défendrait le principe de responsabilité commune mais différenciée, et que la gouvernance mondiale du climat devait respecter les besoins des pays les plus pauvres en matière de développement. La même position a été défendue par le Premier ministre chinois Li Kequiang lors de la Commission mondiale sur l'adaptation en 2019 (Xinhua, 2019).

[8] Ainsi, la représentation médiatique chinoise des accords de Paris met l'accent sur la responsabilité partagée alors que les médias occidentaux insistent sur l'urgence d'agir (Pan et al, 2019).

[9] La Chine souhaite en effet conserver son statut d'État en développement, à la fois pour la légitimité que ce statut lui donne auprès des autres États en développement, et pour les avantages qu'il lui procure au sein des organisations internationales. C'est ainsi qu'en mars 2023, suite à l'adoption par la Chambre des représentants des États-Unis d'un projet de loi visant à retirer ce statut à la Chine, le média China Daily a qualifié les États-Unis de « voyous » (Courrier International, 2023, 30 mars).

[10] Le « protectionnisme vert » est une expression critique utilisée par la Chine pour qualifier la transition mondiale bas carbone prônée par les pays développés. La Chine y voit une barrière commerciale et un procédé de concurrence déloyale sous couvert d'écologie (Ambassade de la République Populaire de Chine en France, 2023).

[11] En effet, l'OCDE constate un écart de 16,7 Md$ entre l'objectif initial et le résultat de 2020, soit une somme totale de 83,3 Md$ (OCDE, 2022).

l'écart entre les promesses formulées par les pays développés et les fonds réellement investis, mais aussi l'écart entre les ambitions formulées par les pays développés en matière d'atténuation et les ambitions beaucoup plus faibles formulées en matière d'adaptation – ambitions qui intéressent au premier chef les pays en développement, les plus vulnérables aux changements climatiques. Ainsi, dans le cadre des rencontres internationales sur le climat, la Chine défend fermement la nécessité de soutenir l'adaptation aux changements climatiques dans les pays vulnérables et d'intégrer ce pilier à la gouvernance internationale du climat (Qi & Dauvergne, 2022). L'annonce des États-Unis de limiter la portée du fond de pertes et dommages aux seuls pays les plus vulnérables contrairement à l'ensemble des pays en développement permet à la Chine de réitérer l'idée de l'irresponsabilité des pays développés (Reuters & Lo, 2023, 24 août).

Cette promotion de l'adaptation participe d'une stratégie chinoise visant à unifier les pays en développement au sein d'un bloc non-aligné sur les intérêts occidentaux. Sur la scène internationale, la Chine se veut ainsi porte-parole des pays en développement, et se présente comme un pays en développement - statut reconnu par l'OCDE (Philippe, 2022). Sa stratégie dans les négociations consiste à parler au nom du G-77, le plus grand regroupement onusien de pays en développement (Wu, 2013). Avec la **tactique de « *reservation but compromise*»**[12], **la Chine parvient à obtenir un maximum de concessions de la part des pays développés sous la forme d'aide financière ou encore de transfert de technologie** (Wunderlich, 2020). Cependant, elle fait des compromis afin de **maintenir l'unité du G-77 et de préserver son influence au sein de ce groupe qui est animé par des intérêts divergents, parmi lesquels ceux des pays exportateurs de pétrole** (Wu, 2013). Cette quête de leadership climatique porte ses fruits, contribue à **renforcer la place de la Chine en tant que puissance fortement influente dans le cadre des négociations internationales**, et se traduit par des alliances de coopération stratégique, notamment avec 53 pays africains et la Commission de l'Union africaine[13], qui doivent permettre à Pékin de se constituer en contre-puissance diplomatique face à l'Occident.

Face à des puissances occidentales qui peinent à prendre en charge les problématiques climatiques et environnementales des pays en développement, la Chine souhaite être perçue comme un État responsable et solidaire à l'égard de ces derniers. Dans ses communications, **elle met en évidence la prise en charge politique des changements climatiques comme un devoir moral des États** (Wunderlich, 2020). C'est ainsi qu'en septembre 2020, à l'Assemblée générale des Nations unies, Xi Jinping annonce le pic des émissions chinoises de CO_2 en 2030

[12] La réserve, mais le compromis.
[13]La déclaration sur la coopération sino-africaine publiée en 2021 réitère notamment le principe de responsabilité commune, mais différenciée (Forum sur la coopération sino-africaine, 2023).

et la volonté d'atteindre la neutralité carbone en 2060 – objectif en l'état incompatible avec la politique climatique menée par la Chine, mais lui procurant un certain effet d'annonce. Par ailleurs, en 2021, le Vice-Premier Ministre du Conseil des Affaires d'État Han Zheng rappelait le « sens des responsabilités de la Chine pour promouvoir la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité » (Ambassade de la RPC en Belgique, 2021). À l'international, cette responsabilité s'est matérialisée par la création d'ONG environnementales comme les Amis de la Nature afin de renforcer, de manière non gouvernementale, la présence chinoise aux sommets internationaux (Klink, 2008), mais aussi par **la dénonciation de projets controversés sur les plans environnemental et juridique**. Pour exemple, la décision japonaise de déverser l'eau radioactive traitée de Fukushima dans l'océan Pacifique a été l'occasion pour Pékin de rejoindre certains pays insulaires du Pacifique dans la dénonciation de ce projet, que la Chine estime être un viol du droit international de la mer (Pacific Islands Forum, 2023 ; PRC Embassy in Tonga, 2023)[14]. Par ailleurs, le pays s'est imposé comme **une puissance scientifique au sein du GIEC** avec le climatologue de renom Panmao Zhai à la coprésidence du premier groupe de travail, aux côtés de la paléoclimatologue française Valérie Masson-Delmotte.

2. Contrôle, instrumentalisation de l'information climatique et nationalisme chinois

La remise en cause des changements climatiques a longtemps été relayée par la diplomatie chinoise. Négociateur en chef des délégations chinoises aux COP, Xie Zhenhua a affirmé jusqu'en 2010 que le caractère anthropique des changements climatiques n'était pas établi (Chamberlain, 2010, 24 janvier). **Depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping en 2013, la plupart des discours climatosceptiques a cependant été censurée et la position officielle s'est recentrée sur les initiatives chinoises en Chine et à l'étranger en matière d'adaptation aux changements climatiques**. Porte-parole autoproclamé des pays émergents, Pékin a accompagné l'évolution de sa position officielle par un changement de narratif sur ses réseaux sociaux en 2012 : **les changements climatiques sont passés d'une invention de l'Occident pour contraindre son développement à une réalité scientifique constituant une opportunité pour la Chine : celle de se positionner en leader écologique** (Lab, 2023, 30 mai). Cependant, malgré cette prise en compte croissante des changements climatiques, **Pékin fait preuve de peu de transparence sur ces problèmes au niveau national et censure les voix qui tentent de le faire**, qu'elles soient issues d'activistes sur les réseaux sociaux ou de médias traditionnels.

[14] Cette controverse est cependant plus géopolitique que réellement environnementale : le rejet d'eau tritiée dans les océans est monnaie courante dans nombre de pays nucléaires, dont la Chine. À titre de comparaison, la seule centrale de Fuqing rejetait en 2020 52 Térabecquerels d'eau tritiée en 2020, Tokyo prévoyant d'en rejeter 22 annuellement pour Fukushima (Lewis, 2023 ; METI, 2020). Cet exemple illustre ainsi la manière dont la Chine peut instrumentaliser des sujets environnementaux à des fins d'influence.

De manière générale, le PCC ne tolère que très peu les critiques qui peuvent le questionner (Standaert, 2017 ; Genovese, 2022). À titre d'exemple, en 2015, le documentaire de la journaliste Chai Jing *Under the Dome* sur la crise de la pollution en Chine a rapidement été mis hors ligne par le gouvernement dans le pays, alors qu'il faisait l'objet d'une importante couverture internationale (Mufson, 2015 ; US-China Institute, 2016).

En effet, si le climatoscepticisme ne participe plus de la stratégie communicationnelle du Parti communiste chinois, celui-ci tend cependant à occuper l'espace médiatique afin de contrôler le narratif sur les changements climatiques. C'est par la publication de centaines de microblogs sur le réseau Weibo que les autorités environnementales remplissent leur **objectif de contrôle discursif national** (Goron & Bolsover, 2020). Initialement créés pour améliorer **la e-gouvernance** (gouvernance électronique), ces microblogs ont pour mission de « guider positivement » l'opinion publique et de vanter les succès de l'État dans ses projets d'adaptation sous la présidence de Xi Jinping (Liu, 2018, 30 juillet). En d'autres termes, **l'idéal d'un gouvernement chinois responsable et exemplaire en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques est, en interne, imposé à la population par un flux constant de discours gouvernementaux sur les réseaux sociaux. Il s'agit en effet de diffuser les « idées correctes » afin de mieux communiquer sur la philosophie écologique de la Chine** et, d'après le porte-parole du ministère de l'Écologie et de l'Environnement, de **« renforcer la gestion complète et stricte du travail de propagande du parti »** (Liu, 2018, 30 juillet). Cette stratégie relève d'une technique communément appelée *flooding* en anglais, **la censure par la diffusion massive de propagande** (Roberts, 2018). Concrètement, cela se traduit par des tentatives de prévention de la mobilisation environnementale par l'identification et la sanction des voix critiques, notamment grâce à la présence de fonctionnaires des autorités environnementales locales sur ces réseaux (Goron et Bolsover, 2020). En effet, les manifestations pour dénoncer la pollution de l'air et de l'eau sont fréquentes en ville comme dans les espaces ruraux (Deng et Yang, 2013 ; Liu, 2 janvier 2013).

Outre la prévention de critiques environnementales en interne, le Parti communiste chinois cherche également à lutter contre toute critique venant de l'Occident, présentée comme infondée, et révélatrice de son caractère malicieux et malhonnête. Dans un appel à ce que la Chine prenne ses responsabilités en matière de réduction de ses émissions de GES, Greta Thunberg a été particulièrement ciblée par les réseaux chinois. En lui imputant pour les critiquer de fausses déclarations et en diffusant d'elle des photographies retouchées et caricaturées, la Chine discrédite le message porté par la jeune activiste jugée manipulable par le journal nationaliste *Global Times* chinois (Global Times, 9 mai 2020). Par ailleurs, face aux critiques formulées par plusieurs acteurs occidentaux au sujet de la mauvaise qualité des technologies « vertes » proposées par la Chine, celle-ci se présente en victime du récit occidental. En 2011, les pays en développement comme la Chine n'avaient pas d'autre choix que de se fournir en technologies vertes auprès des pays développés. Maintenant que la Chine domine les chaînes de valeur des énergies renouvelables (cf. *Une quête de leadership*

économique), elle est la cible de plusieurs attaques visant à discréditer les technologies vertes qu'elle produit sur son sol : plus que des critiques étatiques provenant de l'Occident, **le traitement négatif du « Made in China » par les médias occidentaux permet à Pékin de consolider son discours de victime**, **mais lui pose également un problème de crédibilité** (Iowa State University, 3 mars 2016). Sur l'exemple des technologies vertes, plusieurs cas avérés ou falsifiés d'explosions de voitures électriques chinoises ont contribué à salir l'image de la Chine (Romero, Yin et Annie Lab, 2023, 30 mai). Ces attaques participent à revigorer le nationalisme chinois (Romero, Yin et Annie Lab,g 2023, 30 mai). En effet, **les récits médiatiques chinois construits à partir de l'opinion occidentale sur la Chine, opinion souvent erronée ou caricaturale, permettent de l'opposer au reste du monde dans un discours de différenciation : une Chine proactive en matière d'action climatique, mais non respectée par l'Occident** (Ibid.).

Chine : une puissance en manque de crédibilité écologique ?

Si l'influence géopolitique de la Chine est en croissance sur tous les continents, sa stratégie d'adaptation aux changements climatiques et les méthodes employées pour la mettre en œuvre ne font pas consensus, même au sein du G-77 (Atlantic Council, mai 2021 ; Sikorsky, 20 juin 2023). Le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda a récemment dénoncé l'insuffisance chinoise en matière du financement de la lutte contre les changements climatiques lors d'un débat au conseil de sécurité de l'ONU (Sikorsky, 20 juin 2023). En interne, la période post-COVID-19 a remis en cause la crédibilité de la stratégie climatique chinoise : capacités de financement restreintes, tensions sociales et autonomie relative des provinces administrées mettent en péril les objectifs de neutralité carbone. La Chine est le pays qui compte le plus de « bombes climatiques », ces nouveaux projets d'exploitation d'hydrocarbures qui menacent la stabilité climatique (*Courrier International*, 2022, 4 septembre). En effet, les efforts pour relancer la croissance chinoise ont été concentrés sur des grands projets d'infrastructures : les ambitions et inquiétudes économiques de la Chine l'ont éloignée de ses objectifs climatiques (Lai, 2021). Ces mêmes inquiétudes ont également contribué à ralentir le développement du projet phare d'influence internationale de Xi Jinping, la Belt and Road Initiative (Lu, 2023, 13 février). De telles difficultés à asseoir la crédibilité écologique du Parti soulignent l'importance des stratégies de contrôle de l'information dans la diffusion de son influence diplomatique sur la scène climatique internationale et dans le maintien de sa légitimité aux yeux de sa population.

UNE QUÊTE DE LEADERSHIP ÉCONOMIQUE

1. Développer ses capacités pour légitimer sa position à l'international

Les changements climatiques constituent pour la Chine une opportunité de développer sa puissance économique en investissant les différentes étapes des chaînes de valeur des technologies liées aux énergies renouvelables. Pour soutenir cette ambition, Pékin cherche à promouvoir ses politiques de transition à l'international et à s'ériger en exemple, notamment à travers des projets d'envergure internationale qui lui donnent des plateformes pour exercer son influence.

Dans sa quête de puissance, la Chine cherche à diminuer sa dépendance aux énergies fossiles en développant ses ressources bas-carbone[15] (Fouquet, 14 juin 2021 ; Energy Foundation, 5 septembre 2022). Elle s'est ainsi placée en **leader sur les marchés des métaux critiques, terres rares et des énergies vertes, indispensables à la transition énergétique**. En 2022, le pays était le premier raffineur de métaux critiques (USDI & USGS, 2023 ; IEA, juillet 2022 a) et en 2023, il représentait la plus grande réserve de terres rares (35 % des réserves géologiques exploitables recensées par l'United States Geological Survey (USGS, 2023)). Puissance incontournable sur le marché des énergies dites « vertes », la Chine domine par ailleurs l'exportation de panneaux solaires (Xu, 16 février 2023), d'éoliennes (Global Wind Energy Council, 2023), mais aussi des composants des batteries lithium (IEA, juillet 2022 b).

Pour favoriser et légitimer la diffusion de ses technologies, la Chine cherche à fédérer les États autour de projets internationaux. La Belt and Road Initiative[16] (BRI) lancée dès 2013 par le Président Xi Jinping ou celui, plus spécifique, de la « *Global Energy Interconnection* » concrétisé par la création en 2016 de l'organisation GEIDCO (*Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization*) témoignent de ce leadership. **Dans les deux cas, la Chine communique sur les aspects écologiques des projets pour en véhiculer une image vertueuse.** Dans le cadre de la BRI, la Chine promeut des investissements dans les énergies renouvelables en instituant des mécanismes financiers favorables et non contraignants (Chen et Springer, 2021 ; Green Belt and Road Initiative Center, s. d.). De son côté, la « *Global Energy Interconnection* » s'inscrit dans une démarche d'atténuation des changements climatiques par l'efficacité énergétique résultant de l'interconnexion des réseaux au niveau mondial (Pèlegrin & Marciot, 2021). **L'adaptation, pilier central de la lutte informationnelle chinoise contre l'Occident, est également au centre d'un certain nombre d'initiatives**, à l'instar du Centre de Coopération d'Action Climatique, visant à partager l'expérience de la Chine concernant le développement et l'adaptation vert et bas-carbone avec les pays insulaires du Pacifique. Y ont été proposés des séminaires afin d'apprendre à lutter contre les changements climatiques, ainsi que des donations de technologies d'énergie verte (E3G, 2023).

[15] En parallèle, la Chine conserve la porte ouverte à l'exploitation des énergies fossiles - en témoignent le forage d'exploration débuté en Chine en juin (Le Parisien, 2023), les investissements massifs en gaz naturel (Stapczynski, 3 juillet 2023 ; Bloomberg News, 2 juillet 2023) ou dans les mines de charbon (Murtaugh, 7 juillet 2023).

[16] Le projet vise à créer ou renforcer certaines voies commerciales entre la Chine et le reste du monde. Il comporte une forte composante ferroviaire (Lassere, Courmont et Mottet, 2023). Pour la Chine, cela présente des intérêts économiques : trouver de nouveaux marchés, diversifier et sécuriser ses approvisionnements énergétiques - et politiques - réduire l'instabilité aux frontières et à l'intérieur du pays, étendre son influence mondiale (Nashidil, 2018 ; Pèlegrin et Marciot, 2021).

La Chine a par ailleurs mis en place, en 2015, le *South-South Climate Cooperation Fund* : un fonds à hauteur de 3,1 Md$ dédié au financement de la coopération climatique avec le Sud global. Cependant, fin 2022, sept ans après la mise en place de ce fonds, seulement 10% de la somme promise, soit 286 millions de dollars, ont été livrés (E3G, 2023). **Pékin propose également son aide dans la construction d'infrastructures adaptées et résilientes**, comme l'école Apii Nikao aux îles Cook, ou encore la route Popua dite plus résistante au climat au Royaume du Tonga.

La Chine cherche à légitimer ses projets de puissance en obtenant l'appui des organisations internationales et en développant l'image d'un État volontaire dans la lutte contre le réchauffement climatique, favorable à la coopération internationale. D'une part, la Chine se réfère explicitement aux accords internationaux en termes de climat. Par exemple, la GEIDCO ambitionne non seulement de respecter les objectifs fixés dans l'Accord de Paris en réduisant les émissions de CO_2, mais aussi de soutenir plus globalement le développement durable selon l'agenda des Nations unies de 2030 (GIEDCO, RCSD, s.d. ; Armando, 2021). **D'autre part, la Chine s'inscrit dans une démarche de multilatéralisme** en se déclarant ouverte à la coopération avec les États-Unis dans le cadre de la BRI (Askary, 4 mars 2022) ou des rencontres récurrentes entre envoyés spéciaux au climat (Jiangtao, 2023). Dans ce même cadre, la Chine recherche également la légitimité internationale par des partenariats avec des agences onusiennes (Coenen et al., 2020).

2. L'installation d'une dépendance à la Chine

Depuis la fin de la guerre froide, la Chine a étendu son réseau d'influence à l'international et dépassé les pays occidentaux en capacité d'influence dans plusieurs pays (Atlantic Council, 2021). Mesuré à partir de données sur les échanges commerciaux, l'aide humanitaire, les ventes d'armes, le réseau diplomatique, les partenariats au sein d'instances internationales, les accords de libre-échange et les alliances militaires, l'indicateur d'influence bilatérale chinoise souligne une montée en puissance incontestable de la Chine sur la scène internationale.

Cette position dominante sur le marché mondial donne à la Chine un levier de négociation ou de coercition économique, dont témoignent les perturbations du marché des terres rares liées à de nouvelles exigences règlementaires dans le cadre de la guerre technologique avec le Japon, les États-Unis et les Pays-Bas en 2023 (BBC, 2023, 2 août). Macro-économiquement, la Chine exerce une grande influence sur les prix avec la fusion de trois entreprises étatiques de terres rares (Futur Positif, 7 juin 2022). Elle a également pratiqué du *limit pricing*, consistant à geler les prix pour empêcher les nouvelles entrées sur le marché (Ferreira &

Critelli, 2022). **Ce quasi-monopole chinois rend les variations de prix des terres rares d'autant plus sensibles aux évènements géopolitiques** (Li, Meng, Zhang & al, 2023) et aux variations de la demande (Jowitt, 2022).

Cette dépendance à la Chine est d'autant plus forte qu'elle a le contrôle d'infrastructures critiques à travers le monde, potentiellement utilisables pour favoriser sa propre économie ou mettre sous pression des États. La Chine a ainsi opéré plusieurs rachats de grands distributeurs d'électricité en Europe, facilités par les politiques du FMI après la crise de 2008 (Mazzucchi, 2018, Marciot & Pèlegrin, 2021). D'abord portugaises puis italiennes et grecques, ces acquisitions lui permettent d'orienter des secteurs critiques pour les pays européens. La *State Grid Corporation of China* (SGCC) détient notamment 25 % du capital de *Redes Energéticas Nacionais* (REN), ce qui en fait l'actionnaire principal (Armando, 2021). **L'influence décisionnelle chinoise se retrouve également dans le cas des infrastructures construites par la Chine à l'étranger.** Elle conserve par exemple la propriété d'un barrage au Cambodge construit par l'entreprise Sinohydro jusqu'en 2050 (Urban, 2018). Par conséquent, **Pékin contrôle sa technologie, sécurise son accès au lieu ainsi que son influence sur l'État accueillant la construction sur plusieurs décennies.** En s'appuyant sur la nécessité des transitions énergétiques face aux changements climatiques, le pays a déjà commencé à développer sa puissance économique à l'international. La Chine assoit son influence à l'étranger et installe une dépendance des États aussi bien développés qu'en développement. **La diffusion des normes, standards et savoir-faire chinois installe cette dépendance à Pékin sur le long terme en facilitant les coopérations économiques, industrielles et scientifiques avec le pays**, augmentant son influence sur les transitions écologiques internationales. À titre d'exemple, sur le plan scientifique, la Chine a créé en 2014 le *Global Energy Interconnection Research Institute Europe* à Berlin, plaçant ainsi des chercheurs chinois au plus près des chercheurs européens (Mazzucchi, 2018). Les standards sont aussi transmis à l'occasion des formations qu'elle organise sur l'action climatique auprès de ses partenaires émergents (Qi & Dauvergne, 2022) ou par les transferts de technologies dans le cadre de la BRI (Urban, 2018). Cette expansion normative mène à une réelle concurrence avec les normes européennes en Europe et ailleurs, comme en Afrique (Chine Magazine, 21 juillet 2023).

UNE QUÊTE DE PUISSANCE MILITAIRE

Tandis que l'aide humanitaire d'urgence n'était que très brièvement évoquée dans le premier livre blanc chinois définissant l'aide étrangère en 2011[17], le troisième livre blanc datant de 2021 lui consacre près de quatre pages (CFE-DM, 2021), et souligne une **volonté d'implication opérationnelle plus forte de la Chine sur les questions humanitaires**. Entre 2004 et 2019, celle-ci a mené plus de 300 programmes d'aide humanitaire dans le monde, à un taux de croissance annuel de 29,4 % (Johnson, 2021). Depuis 2000, elle est par ailleurs **l'un des cinq premiers fournisseurs d'aide humanitaire étrangère parmi les États non-membres de l'OCDE** (CFE-DM, 2022). Si l'aide humanitaire chinoise prend généralement la forme d'une assistance monétaire par l'intermédiaire d'instances multilatérales, **la Chine octroie, bilatéralement, d'importantes ressources financières et militaires aux pays qui présentent pour elle un intérêt stratégique[18]** (Johnson, 2021). Elle donne par ailleurs la priorité aux situations humanitaires qui ne sont pas politiquement sensibles, telles que les catastrophes naturelles, les crises alimentaires et les crises sanitaires (CFE-DM, 2022).

1. Catastrophes naturelles et opérations HADR : un outil d'influence

À l'instar de son engagement sur la scène climatique internationale, la politique humanitaire de la Chine s'appuie sur une rhétorique mettant en scène sa responsabilité en tant que grand pays – notamment sur la base de sa position de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (Johnson, 2021). L'intérêt croissant de la Chine pour l'action humanitaire traduit ainsi une **volonté d'apparaître, sur la scène internationale, comme un leader mondial responsable** (Chen, Calabrese & Willitts-Kings, 2021 ; Johnson, 2021).

Dans cette perspective, **la vulnérabilité climatique croissante d'un certain nombre d'États, au premier chef desquels les pays insulaires en développement[19], apparaît comme une opportunité de taille pour l'expansion du *soft power* chinois par l'aide humanitaire**. La zone du Pacifique, plus précisément, du fait de sa proximité géographique et de sa vulnérabilité naturelle extrême, fait l'objet d'efforts d'expansion stratégique par l'humanitaire particuliers, dont témoigne par exemple le lancement, en décembre 2021, de la Réserve pour les Fournitures d'Urgence entre la Chine et les pays insulaires du Pacifique (ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine, 2022). L'aide humanitaire a notamment permis à la Chine de consolider ses relations bilatérales avec la Papouasie Nouvelle-Guinée,

[17] La Chine a publié trois livres blancs définissant son approche de l'aide étrangère : en 2011, en 2014 et en 2021.
[18] La Chine a par exemple fourni de l'aide humanitaire dans le cadre du conflit en cours au Yémen, notamment pour maintenir de bonnes relations avec l'Arabie saoudite.
[19] On estime que le gouvernement chinois a fait don de 1,9 million de dollars aux petits États insulaires en développement en réponse au COVID-19 (Moroney & Tidwell, 2021 ; ministère chinois des Affaires étrangères, 2020).

les îles Salomon, les îles Fiji et la Micronésie qui en sont les premiers bénéficiaires en 2020 (Lowy institute, 2023). Cette influence humanitaire chinoise peut être observée dans d'autres régions du monde, frappées par une forte fragilité économique et politique ainsi qu'une forte vulnérabilité naturelle et/ou climatique. En témoigne **la perception positive des petits États insulaires en développement de la zone Caraïbe à l'égard de la « diplomatie du masque et du vaccin » déployée par la Chine durant la pandémie de Covid-19** (Constant, 2021). Des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), elle était de très loin la première à dépêcher une aide médicale auprès des îles de la région, aide très favorablement accueillie, ce même par les États soutenant traditionnellement Taïwan à l'instar d'Haïti[20]. Le rayonnement sanitaire de la Chine à l'occasion de cette pandémie a mis en évidence sa capacité à « déployer un système d'assistance internationale » responsable et solidaire (Constant, 2021). Cela montre, plus généralement, **que la vulnérabilité des États vis-à-vis des catastrophes naturelles est une opportunité fondamentale pour le développement d'une influence humanitaire, qui sera un vecteur de rayonnement de plus en plus prépondérant au fur et à mesure de la dégradation des conditions climatiques**. Cette proactivité dans l'aide humanitaire ainsi que la Global Development Initiative (GDI)[21] dont le développement vert et les changements climatiques font partie des principaux domaines d'action (PRC MOFA, 2022) sont particulièrement bien reçus dans l'Indopacifique et les pays en développement. La Chine capitalise sur le ressentiment qu'ont certains de ces pays à l'encontre des États-Unis et l'Europe, jugés comme consacrant trop de ressources à la guerre en Ukraine au détriment de leurs besoins en développement (Huang, 2023). A contrario, la Chine **se positionne en tant que puissance de premier plan dans les domaines de l'humanitaire et du développement.**

2. Catastrophes naturelles et opérations HADR : un outil de puissance militaire

Si les missions HADR (*Humanitarian Assistance and Disaster Response*)[22] sont, à l'instar de la Belt and Road Initiative, le vecteur d'un élargissement et d'un renforcement des relations diplomatiques de la Chine, elles sont également le vecteur d'une extension de sa puissance militaire (CFE-DM, 2022). De fait, la gestion de l'aide, qu'il s'agisse de la décision, de la coordination ou de la logistique, se fait au niveau de l'État chinois et dépend directement de

[20] Au printemps 2020, les avions chinois étaient les premiers à se poser sur le tarmac de l'aéroport de Port-au-Prince pour livrer des équipements médicaux d'urgence, mais aussi pour acheminer des experts en matière de crise sanitaire (Constant, 2021).
[21] Annoncée par Xi Jinping à l'Assemblée générale des Nations unies, la GDI vise la complétion des 17 objectifs de développement durable à horizon 2030 à travers la coopération internationale. 32 actions concrètes ont été présentées l'année suivante et 68 pays ont rejoint le Groupe des amis de la GDI à l'ONU, parmi lesquels les 10 pays constituant l'ASEAN (United nations, s.d.)
[22] Aide humanitaire et réponse aux catastrophes naturelles.

son armée : l'Armée populaire de libération (APL). Depuis 2011, celle-ci a élargi son réseau de partenaires d'échange HADR, notamment en organisant des exercices bilatéraux avec l'Australie, le Cambodge, l'Allemagne, l'Inde, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande (Johnson, 2021). Pour exemple, la signature d'un accord de sécurité entre la Chine et les îles Salomon, avec parmi les principaux domaines de coopération un volet HADR (Les Échos, 2022, 20 avril). **Cet accord permet la montée en puissance capacitaire de l'APL par la coopération, ainsi que la justification de sa présence aux îles Salomon par l'éventualité d'une intervention de ses troupes en cas de catastrophe naturelle.**

Aussi les catastrophes climatiques peuvent-elles constituer, pour la Chine, une opportunité pour le déploiement de ses forces armées en territoire étranger, la mise à l'épreuve de ses compétences opérationnelles, le développement de nouvelles capacités en coopération avec d'autres armées, la conduite d'opérations de renseignement (Southerland, 2019), **ou bien encore, l'implantation de sa présence physique sur des territoires étrangers**. Ainsi, depuis 2016, l'APL participe aux exercices militaires indonésiens KOMODO qui se concentrent sur les secours en cas de catastrophe et les opérations humanitaires et font coopérer 35 pays (Zhen, 2023, Borneo News, 2016). À l'avenir, **de telles interventions pourraient par conséquent constituer une opportunité pour la montée en compétence de ses forces armées, par leur inclusion systématique dans les entraînements comme dans les interventions à visée HADR. La montée en puissance de la Chine en tant que puissance HADR constitue également une opportunité pour l'occupation de territoires revendiqués, à l'instar de Taïwan.** L'intensification des aléas météo-climatiques sur le territoire, notamment des typhons, pourrait à terme justifier une intervention de la Chine, et lui permettre de réaffirmer sa revendication de souveraineté sur Taïwan - comme elle l'avait fait en 1999 en exigeant que l'ONU et les pays assistants obtiennent sa permission avant de fournir une aide après le séisme *Chi Chi* (CFE-CDM, 2021). **Les changements climatiques présentent ainsi une réelle opportunité pour les revendications territoriales de la Chine, se constituant comme une puissance humanitaire de premier ordre, et pouvant justifier par l'aide humanitaire et le secours en cas de catastrophe le déploiement de ses troupes sur des territoires revendiqués.**

De même, **la Chine peut entraver l'intervention d'autres puissances**. En 2015, suite au tremblement de terre qui avait touché le Népal, la Chine avait refusé d'assurer une coordination multilatérale par l'intermédiaire du Centre de coordination militaire multinationale. L'APL avait aussi refusé à d'autres intervenants militaires étrangers l'accès à sa zone d'opération, traitant de fait son secteur d'intervention comme un « territoire souverain » (Southerland, 2019). Cette **stratégie de l'entrave humanitaire** peut encore être illustrée par le retardement de l'aide apportée à Taïwan après le tremblement de terre de 1999, ou encore le veto opposé à des missions de maintien de paix en Macédoine et au

Guatemala pour cause de relations diplomatiques avec Taïwan, ce malgré leur besoin critique d'aide humanitaire. Plus récemment, lors de l'exercice RIMPAC en 2014, la Chine avait refusé de participer à une composante HADR de l'exercice menée par le Japon.

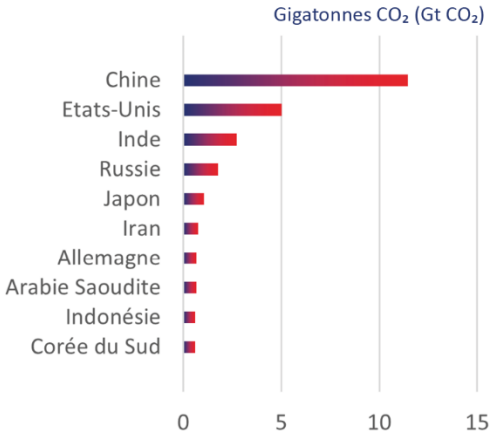
En ce sens, **l'implication de la Chine dans des missions HADR est conditionnée par ses intérêts politiques et géostratégiques**, celle-ci peinant à dissocier la problématique humanitaire de dynamiques géostratégiques d'influence et de puissance**. La priorisation de ces intérêts dans le cadre du secours à des populations frappées par des catastrophes peut affecter l'efficacité des opérations HADR, la qualité du secours apporté, voire entraver l'aide aux populations au profit d'intérêts d'influence et/ou de puissance.** Dans ce contexte, les changements climatiques pourraient bénéficier à une instrumentalisation croissante, par la Chine, du contexte de plus en plus récurrent d'urgence environnementale.

ANNEXES

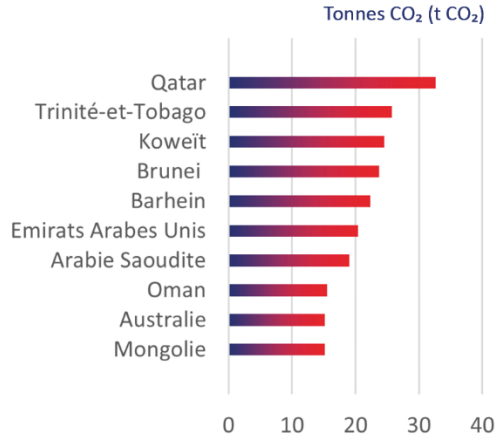
1. Infographies : les chiffres de la responsabilité climatique à l'échelle internationale

La question de la responsabilité des Etats vis-à-vis des changements climatiques est un pilier important des discours d'influence sur la scène internationale. Cette responsabilité est principalement mesurée par les émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) : le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH4), le protoxyde d'azote (N_2O) et l'ozone troposphérique (O_3). Pour des questions de disponibilité et d'actualité des données, seules les émissions de CO_2 sont prises en compte dans les infographies suivantes. Bien que celui-ci soit le principal gaz à effet de serre, la prise en compte d'autres GES, notamment du méthane, peut significativement changer l'appréhension chiffrée de la responsabilité climatique des États, par exemple en majorant la responsabilité d'États tels que l'Inde ou le Brésil.

a) Les 10 plus gros émetteurs de dioxyde de carbone en 2021

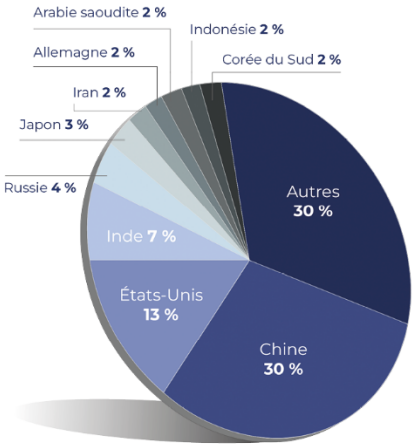


b) Les 10 plus gros émetteurs de dioxyde de carbone par habitant en 2021

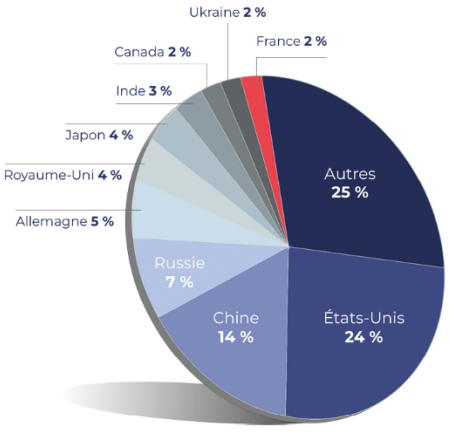


Ces chiffres prennent en compte les émissions de dioxyde de carbone provenant de l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz (combustion et processus industriels), du torchage du gaz et de la fabrication du ciment. Les émissions liées à l'usage des sols et la gestion des forêts ne sont pas prises en comptes. Il s'agit par ailleurs d'émissions territoriales et non associées aux importations. Sur la base des émissions de dioxyde de carbone totales en 2021 (a), la Chine apparaît comme le premier émetteur mondial, loin devant les États-Unis, l'Inde, la Russie et le Japon. Sur la base des émissions de dioxyde de carbone par habitant, ni les États-Unis (15,09 t CO_2) ni la Chine (8,12 t CO_2) ne font partie des dix plus gros émetteurs en 2021. Les États-Unis sont en onzième position, et la Chine à la 27e position, après le Canada (13e), la Russie (17e), le Japon (24e), la Belgique (25e) ou encore l'Allemagne (26e). La France est 60e avec 4,53 t CO_2). La répartition des émissions de dioxyde de carbone, autrement dit de la responsabilité climatique des États, peut encore ouvrir la voie à des interprétations différentes selon que l'on se penche sur les émissions de l'année 2021, ou que l'on se penche sur les émissions cumulées, ou historiques. Celles-ci font apparaître les États-Unis comme le premier émetteur historique, juste avant la Chine et la Russie. Par ailleurs, plusieurs pays d'Europe apparaissent en tête de classement : l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Ukraine.

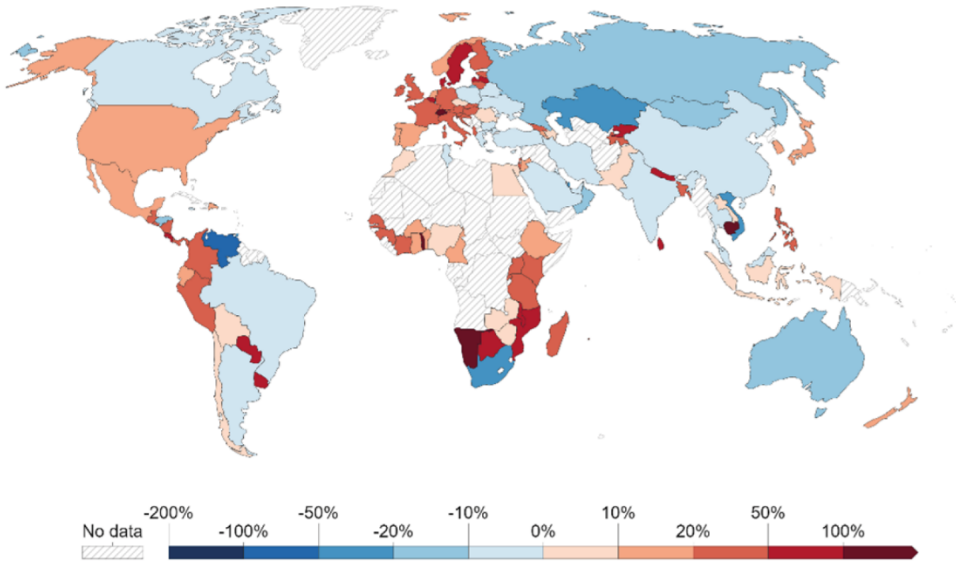
c) Répartition mondiale des émissions de dioxyde de carbone en 2021



d) Répartition des émissions de dioxyde de carbone cumulées historiquement



e) Carte des émissions de dioxyde de carbone liées aux échanges commerciaux

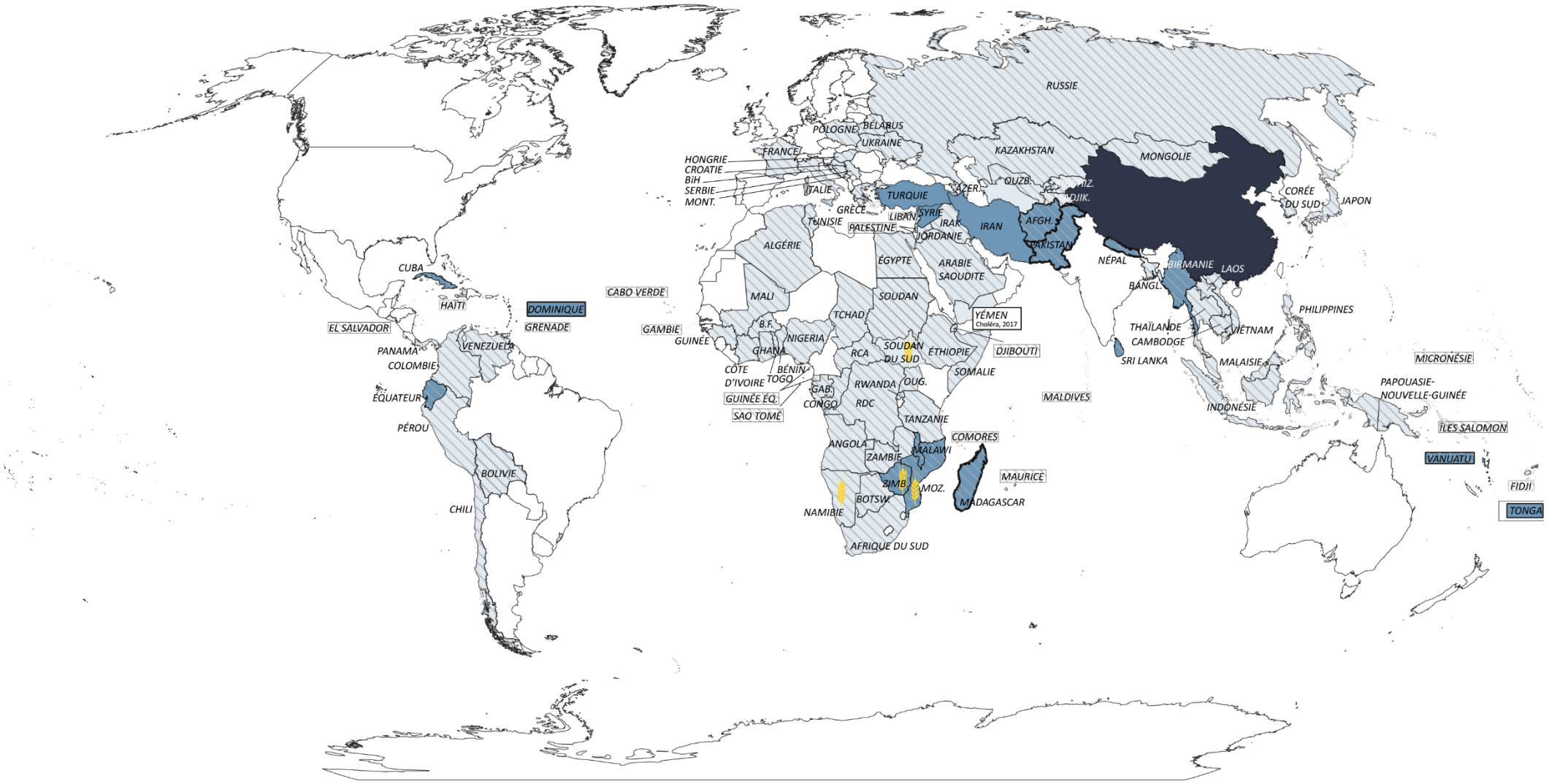


Source: Our World in Data based on the Global Carbon Project (2023)
OurWorldInData.org/co2-and-greenhouse-gas-emissions • CC BY

Les pays indiqués en rouge sur cette carte (e) sont des importateurs nets d'émissions : ils importent plus de CO_2 par le biais des échanges de biens commerciaux qu'ils n'en exportent. Les pays indiqués en bleu sont quant à eux des exportateurs nets d'émissions, c'est-à-dire qu'ils exportent plus de CO_2 par le biais des échanges de biens commerciaux qu'ils n'en importent. Sur cette carte, les États-Unis ont une valeur de 10,21 %, ce qui signifie que leur importation nette de CO_2 équivaut à 10,21 % de leurs émissions nationales. Ainsi, les émissions liées à la consommation des États-Unis sont 10,21 % plus élevées que les émissions basées sur leur production. Au contraire, la Chine se voit attribuer une valeur de -8,42 %, ce qui signifie que les émissions liées à sa consommation sont 8,42 % moins élevées que les émissions basées sur sa production. Cette carte met en évidence un contraste est-ouest : la plupart des pays d'Europe occidentale, des Amériques et de nombreux pays africains sont des importateurs nets d'émissions, tandis que la plupart des pays d'Europe de l'Est et d'Asie sont des exportateurs nets.

Source : Global Carbon Project (2023)

2. Carte : la puissance HADR chinoise



Principales interventions chinoises à l'étranger à la suite de catastrophes humanitaires d'orgines naturelles

- Pays concernés
- Secours d'urgence à la suite de catastrophes naturelles (2015-2023)
- Reconstruction à la suite de catastrophes naturelles (2015-2023)
- Aide à la suite de la pandémie de Covid-19 (2019-2020)
- YÉMEN — Autre aide à la suite d'une épidémie (2017-2023)
- Aide alimentaire et secours en cas de famine (2019-2023)

Sources : China International Development and Cooperation Agency (CIDCA), *China Daily*, *China.org*, *Global Times*, *ReliefWeb.int*, *La Croix*, *Le Quotidien du Peuple*, Reuters, *Mantagitonga.to*, *Pakistan Today*

Cartographie : IRIS - A. Diacre, V. Pelpel, M. Verzeroli

IRIS INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques et autres publications académiques

- Armando, E. (2021). Comprendre les Routes de la soie de l'énergie. *Green*, 1, 90-97.
- Chen, H. & Springer, C. (2021). Routes de la soie : disparités et inégalités des investissements énergétiques régionaux de la Chine. Groupe d'Études géopolitiques, *Green*, 1, 98-107.
- Chen, Y., Calabrese, L., & Willitts-King, B. (2021). How China's new white paper defines a decade of development
- coordination. Overseas Development Institute. https://odi.org/en/insights/how-chinas-new-whitepaper-defines-a-decade-of-development-cooperation/
- Coenen, J., Bager, S., Meyfroidt, P. et al. (2020). Environmental Governance of China's Belt and Road Initiative. *Environmental Policy and Governance*, 31, 1, 3-17. https://doi.org/10.1002/eet.1901
- Dahan, A. (2021). L'évolution de la position chinoise dans les COP et sur la scène géopolitique climatique mondiale. *Green*, 1, 13-18. https://www.cairn.info/revue--2021-1-page-13.htm.
- Feltman, J. (2020, septembre). China's expanding influence at the United Nations – and how the United States should react. Brookings. https://www.brookings.edu/articles/chinas-expanding-influence-at-the-united-nations-and-how-the-united-states-should-react/
- Constant, F. (2021). La Chine dans les Caraïbes : enjeux géopolitiques et leviers d'influence. *Études caribéennes*, 48.
- Deng, Y. et Yang, G. (2013). Pollution and Protest in China: Environmental Mobilization in Context. *The China Quarterly*, 214, 321-336. doi:10.1017/S0305741013000659
- Ferreira, G. & Critelli, J. (2022). China's Global Monopoly on Rare-Earth Elements. *The US Army War College Quaterly: Parameters*, 52, 1. https://press.armywarcollege.edu/parameters/vol52/iss1/6/
- Gemenne, F. (2018). Du paria au leader, du leader au paria : les trajectoires croisées de la Chine et des États-Unis dans les négociations climatiques. *Revue internationale et stratégique*, 109, 85-92.
- Genovese, I (2022, 18 novembre). Environmental reporters face disinformation, threats in China's restrictive political climate. *IJNET*, https://ijnet.org/en/story/environmental-reporters-face-disinformation-threats-chinas-restrictive-political-climate
- Goron, C. & Bolsover, G. (2020) Engagement or control? The impact of the Chinese environmental protection bureaus' burgeoning online presence in local environmental governance. *Journal of Environmental Planning and Management*, 63, 87-108, doi: 10.1080/09640568.2019.1628716
- Goron. C. (2018, avril). Civilisation écologique et limites politiques du concept chinois de développement durable. *Perspectives Chinoises*. http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8887
- Johnson, C. (2021). The evolution of China's foreign assistance. https://www.cfe-dmha.org/LinkClick.aspx?fileticket=owG9cXGYIYw%3d&portalid=0
- Lai, H. (2021, 29 novembre). The evolution of China's climate change policy: international and domestic political economy and a strategy for working with China. *Journal of the British Academy* 9, 69-98. https://www.thebritishacademy.ac.uk/documents/3587/JBA-9s10-05-Lai.pdf
- Lasserre, F., Courmont, B. & Mottet, E. (2023, 13 juin). Les nouvelles routes de la soie : une nouvelle forme de coopération multipolaire ? La Chine, la modernisation encadrée d'un territoire global. *Géoconfluences*.
- Li, Z., Meng, Q., Zhang, L. et al. (2023). How do rare earth prices respond to economic and geopolitical factors? *Resources Policy*, 85.
- Maréchal, J. (2021). La realpolitik climatique chinoise. *Green*, 1, 23-30.
- Mazzucchi, N. (2018). La Chine et les réseaux électriques européens : stratégie et enjeux géoéconomiques. Fondation pour la Recherche Stratégique, note n°16. https://frstrategie.org/publications/notes/chine-reseaux-electriques-europeens-strategie-enjeux-geoeconomiques-2018
- Moyer, J. D. et al. (2021). China-US Competition – Measuring Global Influence. *Atlantic Council.* https://www.atlanticcouncil.org/wp-content/uploads/2021/06/China-US-Competition-Report-2021.pdf
- Pèlegrin, C., Marciot, H. (2021). La Chine aux portes du réseau électrique européen. *Green*, 1, 108-112.
- Philippe, B. (17 novembre 2022). Aide Publique au Développement : pourquoi la France verse de l'argent à la Chine ? Europe 1. https://www.europe1.fr/international/aide-publique-au-developpement-pourquoi-la-france-verse-de-largent-a-la-chine-4148174.amp
- Qi, J.J. & Dauvergne, P. (2022). China's rising influence on climate governance: Forging a path for the global South. *Global Environmental Change*, 73. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2022.102484
- Standaert, M (2017, 2 novembre). As It Looks to Go Green, China Keeps a Tight Lid on Dissent. *Yale Environment 360,* https://e360.yale.edu/features/as-it-looks-to-go-green-china-keeps-a-tight-lid-on-dissent
- Stapczynski, S. (2023, 3 juillet). China's Gas Buying Spree Is About More Than Just Energy Security. Bloomerg. https://www.bloomberg.comnews/newsletters/2023-07-03/china-s-gas-buying-spree-is-about-more-than-just-energy-security?srnd=industries-energy
- Tu, Kevin. (2022). La diplomatie climatique sino-américaine. *Politique étrangère*, 87, 1. https://www.ifri.org/fr/publications/politique-etrangere/articles-de-politique-etrangere/diplomatie-climatique-sino
- Urban, F. (2018). China's rise: Challenging the North-South technology transfer paradigm for climate change mitigation and low carbon energy. *Energy Policy*, 113, 320-330. https://doi.org/10.1016/j.enpol.2017.11.007
- US-China Institute (2016, 29 mars), Let's Talk About Smog: Censoring Environmental Issues In China. *University of South California,* https://china.usc.edu/lets-talk-about-smog-censoring-environmental-issues-china

- Wu, F. (2013). China's Pragmatic Tactics in International Climate Change Negotiations: Reserving Principles with Compromise. *Asian Survey* 53, 778–800. https://doi.org/10.1525/as.2013.53.4.778.
- Wunderlich, J. (2020). Positioning as normative actors: China and the EU in climate change negotiations. *Journal of Common Market Studies*, 58, 1107-1123. https://doi.org/10.1111/jcms.13019

Rapports et notes

- Annie Lab Team, Yin, Y. & Romero, P. (2023). *Special report: Narratives that drive climate misinformation in China.* https://annielab.org/2023/05/30/special-report-narratives-that-drive-climate-misinformation-in-china/
- Bjørkum, I. (2005, décembre). *China in the International Politics of Climate Change*, The Fridtjof Nansen Institute.
- Center for Excellence in Disaster Management & Humanitarian Assistance (CFE-DM). (2021). HA/DR Implications in the Era of Great Power Competition. *Liaison*, 13, 1.
- Global Wind Energy Council. (2023). *Global Wind Report 2023*.
- Center for Excellence in Disaster Management & Humanitarian Assistance (CFE-DM). (2022). *People's Liberation Army's HADR Operations in Oceania.*
- Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization, GEIDCO, Research Center for Sustainable Development, RCSD. (n.d.). *Global Energy Interconnection: An Innovative Global Solution for Implementing Paris Agreement.* https://unfccc.int/sites/default/files/resource/121_Global%20Energy%20Interconnection%20An%20Innovative%20Global%20Solution%20for%20Implementing%20Paris%20Agreement_GEIDCO_RCSD.pdf
- Huang T, (2023, 21 février). *Why Is China's Global Development Initiative Well Received in Southeast Asia*? ISEAS Yusof Ishak Intitute. https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2023/01/ISEAS_Perspective_2023_9.pdf
- International Energy Agency. (2022, a). *Securing Clean Energy Technology Supply Chains. IAE Technology Report.* https://iea.blob.core.windows.net/assets/0fe16228-521a-43d9-8da6-bbf08cc9f2b4/SecuringCleanEnergyTechnologySupplyChains.pdf
- International Energy Agency. (2022, b). *Global Supply Chains of EV Batteries. IAE Technology Report.* https://www.iea.org/reports/global-supply-chains-of-ev-batteries
- Jowitt, S.M. *Mineral economics of the rare-earth elements.* MRS Bulletin 47, 276–282 (2022). https://doi.org/10.1557/s43577-022-00289-3
- Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine, 2022. *Fact sheet: Cooperation between China and Pacific Island Countries.* https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/2649_665393/202205/t20220524_10691917.html
- Ministry of Economy, Trade and Industry, METI (2021, 13 avril). Basic policy on handling of the ALPS treated water. https://www.meti.go.jp/english/earthquake/nuclear/decommissioning/pdf/202104_bp_breifing.pdf
- OCDE. (2022). Climate Finance and the USD 100 Billion Goal. https://www.oecd.org/climate-change/finance-usd-100-billion-goal/
- Sikorsky, E. (2023, 20 juin). *The Geopolitics of Climate Change: China and the United States at the UN Security Council. Climate and Security.* https://climateandsecurity.org/2023/06/the-geopolitics-of-climate-change-china-and-the-united-states-at-the-un-security-council/
- Southerland. M. (2019), *The Chinese military's role in overseas humanitarian assistance and disaster relief : contributions and concerns.* US –China Economic and Security Review Commission. https://www.uscc.gov/sites/default/files/Research/USCC%20Staff%20Report_The%20Chine[…]umanitarian%20Assistance%20and%20Disaster%20Relief_7.11.19.pdf
- The transition institute 1.5. (2022). *The organization of Chinese climate diplomacy. https://the-transition-institute.minesparis.psl.eu/wp-content/uploads/2022/11/TTI.5_Explanatory_4.pdf*
- Tsang. B., et al., 2023. *Follow the money : Chinese climate-related finance to the global south.* E3G. https://www.e3g.org/wp-content/uploads/E3G-Briefing-Follow-the-Money-Chinese-climate-related-finance-to-the-Global-South.pdf
- U.S. Geological Survey, USGS. (2023). *Rare earths Statistics and Information.* https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2023/mcs2023-rare-earths.pdf
- U.S. Geological Survey, USGS. (2023). *Mineral Commodity Summaries 2023.* https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2023/mcs2023.pdf

Actualités, Presse et Revues

- Aguesse, L. (2023, 10 juin). Catastrophes naturelles, hydrocarbures… Pourquoi la Chine entame-t-elle le forage d'un trou de 10 km ? *Le Parisien*. https://www.leparisien.fr/sciences/catastrophes-naturelles-hydrocarbures-pourquoi-la-chine-entame-t-elle-le-forage-dun-trou-de-10-km-10-06-2023-EN4I4DUOYZB2XF2E5XEUGXA5HU.php
- Ambassade de la République populaire de Chine en Belgique. (2021, 2 septembre). Han Zheng rencontre par liaison vidéo l'Envoyé spécial du Président américain pour le climat John Kerry. http://be.china-embassy.gov.cn/fra/zxxx/202109/t20210904_8967588.htm
- Ambassade de la République Populaire de Chine en France. (2023, 10 août). http://fr.china-embassy.gov.cn/fra/zfzj/202308/t20230810_11125289.htm#:~:text=On%20peut%20constater%20deux%20types,et%20des%20subventions%20d'achat
- Askary, H. (2022, 4 mars). China Invites the U.S. To Join the Belt and Road Initiative. *Brixsweden*. https://www.brixsweden.org/china-invites-the-u-s-to-join-the-belt-and-road-initiative/
- *BBC.* (2023, 2 août). Gallium and germanium: What China's new move in microchip war means for world. *BBC News*. https://www.bbc.com/news/business-66118831
- *Bloomberg News*. (2023, 2 juillet). China Is Buying Gas Like There's Still an Energy Crisis. https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-07-02/china-is-buying-natural-gas-like-there-s-still-an-energy-crisis?srnd=industries-energy
- *Borneo news.* (2016). Komodo exercise 35 Negara Hehbokan Sumatera Berat https://www.borneonews.co.id/berita/30695-komodo-exercise-35-negara-hebohkan-sumatera-barat
- Chamberlain, G. (2010, 24 janvier). Climate change: Chinese adviser calls for open mind on cause. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/environment/2010/jan/24/china-climate-change-adviser
- *Chine Magazine.* (2023, 21 juillet). « Je ne partage pas l'idée selon laquelle les sociétés minières chinoises pilleraient les États Africains ». Interview de Mohamed Lamine Sidibe.
- Cossardeaux, J. (2021, 3 novembre). Climat : États-Unis, Chine et Russie règlent leurs comptes à la COP26. *Les Echos*. https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/climat-etats-unis-chine-et-russie-reglent-leurs-comptes-a-la-cop-26-1360791
- *Courrier International.* (2023, 30 mars). Pourquoi la Chine n'aime pas être qualifiée de « pays développé » par Washington. https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-pourquoi-la-chine-n-aime-pas-etre-qualifiee-de-pays-developpe-par-washington?at_campaign=partage_article_app&at_medium=android
- *Courrier International*. (2022, 4 septembre). Infographie. 425 « bombes carbone » prêtes à exploser le climat. https://www.courrierinternational.com/grand-format/infographie-425-bombes-carbone-pretes-a-exploser-le-climat#:~:text=Avec%20141%20projets%20d'extraction,bombes%20climatiques%E2%80%9D%20sur%20son%20territoire.&text=Cette%20infographie%20est%20issue%20de,kiosque%20depuis%20le%2010%20ao%C3%BBt
- Dangwal, A. (2022, 12 juin). China's "Path-Breaking" Plan: Will Launch 1st-Ever, Space-Based 'Solar Power Station' That Will Transmit Electricity To Earth. *Eurasian Time*. https://eurasiantimes.com/chinas-path-breaking-plan-to-launch-1st-ever-space-based-solar-power-station/
- Davidson, H. (2021, 16 août). 'You follow the government's agenda': China's climate activists walk a tightrope. *The Guardian.* https://www.theguardian.com/world/2021/aug/16/you-follow-the-governments-agenda-chinas-climate-activists-walk-a-tightrope
- Embassy of the People's Republic of China in the Kingdom of Tonga. (2023). Statement on the Japanese Government's start of releasing Fukushima nuclear contaminated water into the ocean. http://to.china-embassy.gov.cn/eng/sgxw/202308/t20230825_11132680.htm
- *Eurasian Times* (2022, 23 mai). Artificial Sun: China Claims Designing World's 1st Power Plant That Can Convert Nuclear Fusion Energy Into Electricity. https://eurasiantimes.com/artificial-sun-china-claims-designing-worlds-1st-power-plant/
- Fouquet, C. (2021, 14 juin). La marche forcée de la Chine en faveur du nucléaire. *Les Échos.* https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/avec-le-nucleaire-et-lepr-de-taishan-pekin-veut-assurer-sa-transition-ecologique-1323431
- *Futur Positif.* (2022, 7 juin). China Rare Earth Group face à la hausse des prix. https://futurpositif.fr/2022/06/07/terres-rares-china-rare-earth-group/#:~:text=Depuis%20la%20cr%C3%A9ation%20par%20P%C3%A9kin%20du%20conglom%C3%A9rat%20China,repr%C3%A9sente%20un%20risque%20%C3%A0%20long%20terme%20pour%20l%E2%80%99industrie.
- *Global Times.* (2020, 9 mai). Thunberg mocked as 'double-standard environmentalist,' 'puppet of Western politicians' for targeting China on annual emissions. https://www.globaltimes.cn/page/202105/1222988.html
- Grove, C. (2023, 23 juillet). How China Manipulates the Rare Earth Market to its Advantage. *Rockstone research*. https://rockstone-research.com/index.php/en/news/6146-How-China-Manipulates-the-Rare-Earth-Market-to-its-Advantage
- Iowa State University. (2016, 3 mars). Media-driven attitudes about 'Made in China' label affect product and country. https://www.news.iastate.edu/news/2016/03/03/madeinchina

- Jiangtao, S. (2023, 25 juillet). John Kerry's China trip has again exposed the limits of climate diplomacy. *South China Morning Post.* https://www.scmp.com/comment/article/3228845/john-kerrys-china-trip-has-again-exposed-limits-climate-diplomacymodule=perpetual_scroll_0&pgtype=article&campaign=3228845
- Klink, T. (2008). The Role of Environmental NGOs: From China to the Netherlands. *Macalester International.* https://digitalcommons.macalester.edu/macintl/vol20/iss1/11/#xd_co_f=MjlhM2Y0ODhkODdkZjU5Y2FkZjE2Nzc1MDkyOTYxOTg=~
- *Le Monde.* (2021, 28 octobre). Climat : la Chine dépose, sans convaincre, ses nouveaux engagements avant la COP26. https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/28/climat-la-chine-depose-sans-convaincre-ses-nouveaux-engagements-avant-la-cop26_6100257_3210.html
- *Les Échos.* (2022, 20 avril). Les îles Salomon défendent la signature d'un pacte de sécurité avec la Chine. https://www.lesechos.fr/monde/asie-pacifique/les-iles-salomon-defendent-la-signature-dun-pacte-de-securite-avec-la-chine-1401640#:~:text=La%20Chine%20et%20les%20%C3%8Eles,de%20policiers%20et%20navires%20chinois.
- Lewis, L (2023, 13 septembre). Pacific nations 'acting to stay in line with China' over Fukushima wastewater issue - analyst. *Radio New Zealand.* https://www.rnz.co.nz/international/pacific-news/497884/pacific-nations-acting-to-stay-in-line-with-china-over-fukushima-wastewater-issue-analyst.
- Liu, J. (2013, 2 janvier). China's new "middle class" environmental protests. *China Dialogue.* https://chinadialogue.net/en/cities/5561-china-s-new-middle-class-environmental-protests/
- Liu, Y. (2018, 30 juillet). "Spokesperson of the Ministry of Ecology and Environment: Government Affairs New Media Must be Diligent". [生态环境部发言人刘友宾：政务新媒体要勤政不能懒政]. *China Environment*. http://www.nbd.com.cn/articles/2018-07-30/1239896.html
- Lu, C. (2023, 13 février). China's Belt and Road to Nowhere. Foreign Policy. https://foreignpolicy.com/2023/02/13/china-belt-and-road-initiative-infrastructure-development-geopolitics/
- Mayer, N. (2022, 9 janvier). Fusion nucléaire : nouveau record pour le tokamak chinois !. *FuturaSciences*. https://www.futura-sciences.com/sciences/actualites/fusion-fusion-nucleaire-nouveau-record-tokamak-chinois-64846/
- Ministère Chinois des Affaires étrangères (2022, 25 juin). Write a New Chapter of Human Development and Progress- State Councilor and Foreign Minister Wang Yi Talks about President Xi Jinping's Chairing the 14th BRICS Summit and the High-level Dialogue on Global Development. https://www.mfa.gov.cn/eng/zxxx_662805/202206/t20220626_10710185.html
- Mufson, S (2015, 16 mars). This documentary went viral in China. Then it was censored. It won't be forgotten. *The Washington Post,* https://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2015/03/16/this-documentary-went-viral-in-china-then-it-was-censored-it-wont-be-forgotten/
- Murtaugh, D. (2023, 7 juillet). Coal's No Stranded Asset. It's a Security Blanket. *Bloomberg News.* https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2023-07-07/coal-s-no-stranded-asset-in-china-it-s-a-security-blanket
- Puna. H. (2023). Statement by the Pacific Islands Forum Secretary General Henry Puna On The Fukushima Treated Nuclear Wastewater. Pacific Islands Forum.
- Reuters & Lo, J. (2023, 24 août). US aims to limit loss and damage fund. *Climate Change News.* https://www.climatechangenews.com/2023/08/24/usa-loss-and-damage/
- Xu, M. (2023, 16 février). China solar power capacity could post record growth in 2023. *Reuters*. https://www.reuters.com/world/china/china-solar-power-capacity-could-post-record-growth-2023-2023-02-16/
- Zhe, G.(2018, 16 novembre). Highways, schools and medical aid: How China is helping Papua New Guinea's development. *CGTN*. https://news.cgtn.com/news/3d3d514f3159544e30457a6333566d54/index.html
- Zhen, L. (2023, 10 juin). Chinese and US presence in Komodo Navy Exercise showed 'support for Indonesia', not each other. *South China Morning Post*. https://www.scmp.com/news/china/military/article/3223583/china-and-us-presence-komodo-navy-exercise-showed-support-indonesia-not-each-other

Pages Web

- Belt and Road Initiative (BRI) Policies. Consulté le 25 juillet 2023 à l'adresse suivante : https://green-bri.org/bri-policies/#:~:text=05%2F14%2F2017%20The%20Belt%20and%20Road%20Ecological%20and%20Environmental,areas%2C%20including%20%E2%80%9CStudy%20on%20Green%20Investment%20and%20Financing%E2%80%9D
- Energy Foundation. (2022, 5 septembre). China's 14th Five-Year Plans on Renewable Energy Development and Modern Energy System. Consulté le 10 août 2023 à l'adresse suivante : https://www.efchina.org/Blog-en/blog-20220905-en#:~:text=The%20plan%20targets%20a%2050,China's%20incremental%20electricity%20and%20energy
- Forum sur la cooperation sino-africaine. (2021, 12 mars). Déclaration sur la coopération sino-africaine de lutte contre le changement climatique. Consulté le 15 août 2023 à l'adresse suivante : http://www.focac.org/fra/zywx_2/zywj/202112/t20211203_10461785.htm

- Lowy Institute. Pacific aid map. Consulté le 18 juin 2023 à l'adresse suivante: https://pacificaidmap.lowyinstitute.org
- Nashidil Rouiaï. (2018, septembre). Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.). Géoconfluences. Consulté le 18 juin 2023 à l'adresse suivante : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie
- United Nations (s. d.). Global Development Initiative-Building on 2030 SDGs for Stronger, Greener and Healthier Global Development. United Nations. Consulté le 13 juin 2023 à l'adresse suivante : https://sdgs.un.org/partnerships/global-development-initiative-building-2030-sdgs-stronger-greener-and-healthier-global
- The State Council Information Office of the People's Republic of China. (2021). White Paper on Responding to Climate Change: China's Policies and Actions. Consulté le 18 juin 2023 à l'adresse suivante : http://english.scio.gov.cn/whitepapers/2021-10/27/content_77836502.htm

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS

OBSERVATOIRE Défense & Climat

www.defenseclimat.fr